

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/26/Add.1**

17 juillet 1996

(96-2798)

---

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

Questions posées par les Communautés européennes et leurs Etats membres

### Addendum

La Délégation permanente de la Commission des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat une communication, datée du 20 juin 1996, dans laquelle elle indique que les Communautés européennes et leurs Etats membres ont adressé les questions suivantes aux Membres de l'OMC ci-après dans le contexte de l'examen des législations d'application nationales relatives au droit d'auteur et aux droits connexes:

	<u>Page</u>
Afrique du Sud	2
Japon	2
Norvège	4
Nouvelle-Zélande	4
République tchèque	5

## AFRIQUE DU SUD

1. Les oeuvres de tous les pays signataires bénéficient-elles d'une protection sur la base du traitement national (article 3 de l'Accord sur les ADPIC)? Plus précisément:
  - 1.1 Tous les pays signataires sont-ils énumérés dans l'annexe 1 de l'avis général n° 126/1999?
  - 1.2 Le traitement national est-il octroyé à tous les Membres pour ce qui est des enregistrements sonores?
2. Les programmes d'ordinateur sont-ils protégés "en tant qu'oeuvres littéraires" (article 10 de l'Accord sur les ADPIC)? Dans le cas contraire, comment sont-ils protégés et l'étendue de la protection est-elle la même?
3. Dans quelle mesure les bases de données informatiques sont-elles protégées en tant que compilations (article 10 de l'Accord sur les ADPIC)?
4. Toutes les oeuvres pour lesquelles la durée de la protection n'est pas calculée par rapport à la vie d'une personne physique sont-elles protégées pendant la durée prescrite à l'article 12 de l'Accord sur les ADPIC?
5. La reproduction d'une émission telle qu'elle est prévue à l'article 10 a) de la Loi de 1978 sur le droit d'auteur englobe-t-elle toutes les formes de fixation d'une émission (article 14 3) de l'Accord sur les ADPIC)?
6. Une émission de télévision est-elle protégée contre la communication au public de sa fixation (article 14 3) de l'Accord sur les ADPIC)?
7. Les représentations et exécutions des artistes interprètes ou exécutants sont-elles protégées pendant la durée prescrite à l'article 14 5) de l'Accord sur les ADPIC?
8. Les représentations et exécutions réalisées dans l'un des pays Membres de l'OMC ou par des artistes interprètes ou exécutants qui sont des ressortissants de l'un des pays Membres de l'OMC sont-elles protégées (article 3 de l'Accord sur les ADPIC)?
9. La Loi de 1978 sur le droit d'auteur est-elle conforme aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (Acte de Paris) comme l'exige l'article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC? Plus particulièrement:
  - 9.1 L'article 12 7), associé à l'article 18, est-il conforme aux dispositions de l'article 10bis 1) de la Convention de Berne?
  - 9.2 Existe-t-il une disposition prévoyant l'application de l'article 10bis 2) de la Convention de Berne? Existe-t-il une disposition prévoyant le "droit de suite" mentionné à l'article 14ter de la Convention de Berne?

## JAPON

1. Quelle est la définition du "pays d'origine" utilisée dans la Loi sur le droit d'auteur (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 5 4) de la Convention de Berne?
2. Dans quelle mesure des limitations quantitatives sont-elles imposées, par la législation ou par les tribunaux, à l'utilisation d'oeuvres littéraires ou artistiques à des fins d'enseignement en vertu des

articles 33 à 35 de la Loi sur le droit d'auteur (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 10 2) de la Convention de Berne)?

3. Le Japon exige-t-il que la source et le nom de l'auteur soient mentionnés, conformément à l'article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 10 3) de la Convention de Berne, à chaque fois qu'une oeuvre est utilisée en vertu de l'article 35 de la Loi sur le droit d'auteur?

4. L'article 41 de la Loi sur le droit d'auteur autorise-t-il la libre utilisation d'oeuvres en rapport avec des événements d'actualité par quelque moyen de communication au public que ce soit, y compris des formes qui ne sont pas explicitement énumérées à l'article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 10bis 2) de la Convention de Berne?

5. L'article 41 de la Loi sur le droit d'auteur autorise-t-il la reproduction ou l'exploitation d'une oeuvre qui n'a pas effectivement été vue ou entendue au cours de l'événement dont il est rendu compte (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 10bis 2) de la Convention de Berne)?

6. Le gouvernement japonais estime-t-il que l'article 14 des Dispositions additionnelles à la Loi n° 48 du 6 mai 1970 devrait être maintenu sous sa forme actuelle? Dans le cas contraire, quelles modifications envisage-t-il d'y apporter (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 11 1) de la Convention de Berne)?

7. Dans quelle mesure une personne physique ou morale dont le nom est indiqué sur une oeuvre cinématographique est-elle présumée producteur de l'oeuvre en question au regard de la législation japonaise (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 15 2) de la Convention de Berne)?

8. La définition des programmes d'ordinateur figurant à l'article 2 1) xbis) de la Loi sur le droit d'auteur recouvre-t-elle les programmes exprimés en code source aussi bien que les programmes exprimés en code objet (article 10 1) de l'Accord sur les ADPIC)?

9. Les originaux de programmes d'ordinateur et d'oeuvres cinématographiques sont-ils visés par les dispositions des articles 26bis et 26 respectivement de la Loi sur le droit d'auteur relatives aux droits de location (article 11 de l'Accord sur les ADPIC)?

10. L'article 91 1) de la Loi sur le droit d'auteur, associé à l'article 112 1) de ladite loi, autorise-t-il les artistes interprètes ou exécutants à empêcher à la fois la fixation de leur exécution non fixée et la reproduction de cette fixation lorsqu'elles sont entreprises sans leur autorisation (article 14 1) de l'Accord sur les ADPIC)?

11. L'article 92 1) de la Loi sur le droit d'auteur, associé à l'article 112 1) de ladite loi, donne-t-il aux artistes interprètes ou exécutants la possibilité d'empêcher la communication au public de leur exécution directe lorsque cette communication est entreprise sans leur autorisation, notamment lorsqu'elle n'exige pas la participation active de la personne communiquant l'exécution, par exemple lorsque les oeuvres sont accessibles en ligne (article 14 1) de l'Accord sur les ADPIC)?

12. Dans quelle mesure la prescription établie à l'article 100 de la Loi sur le droit d'auteur, selon laquelle la communication doit se faire "au moyen d'un instrument spécial permettant d'agrandir les images", limite-t-elle le droit des organismes de radiodiffusion d'interdire la communication au public de leurs émissions de télévision (article 14 3) de l'Accord sur les ADPIC)?

13. Les originaux de phonogrammes sont-ils visés par les dispositions des articles 95bis 1) à 3) et 97bis 1) à 3) de la Loi sur le droit d'auteur, associés à l'article 2 1) vii) de ladite loi, concernant les droits de location (article 14 4) de l'Accord sur les ADPIC)?

14. A partir de quel moment les dispositions de l'article 14 1) à 3) de l'Accord sur les ADPIC s'appliquent-elles aux droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes au titre de la Loi sur le droit d'auteur?

#### NORVEGE

1. Le gouvernement norvégien estime-t-il que les critères d'admissibilité établis dans le Décret royal n° 524 du 8 juin 1995, article 1 (voir article 57 de la Loi sur le droit d'auteur) et le Décret royal n° 1288 du 22 décembre 1989 devraient être modifiés afin que la Norvège remplisse ses obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en matière de protection minimale, de traitement national et de traitement de la nation la plus favorisée (articles 1 3), 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC)?

2. A des fins de clarification, le gouvernement norvégien pourrait-il préciser s'il a présenté une notification au Conseil des ADPIC concernant la réserve émise par la Norvège au titre de l'article 6, paragraphe 2, de la Convention de Rome (article 1 3) de l'Accord sur les ADPIC)?

3. A des fins de clarification, le gouvernement norvégien pourrait-il préciser s'il appliquera la durée de protection de 70 ans pour les auteurs, au titre des articles 40 et 41 de la Loi, et la règle du rétablissement des droits, au titre de l'article 60, pour les auteurs ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne et de l'Espace économique européen?

4. A des fins de clarification, le gouvernement norvégien pourrait-il préciser si la Norvège a conclu avec d'autres Etats des accords bilatéraux qui accordent des avantages, faveurs, privilèges ou immunités aux ressortissants de tous les autres Membres (article 4 de l'Accord sur les ADPIC)?

5. Au titre de l'article 41 de la Loi sur le droit d'auteur, les oeuvres anonymes ou pseudonymes sont protégées à compter de la fin de l'année pendant laquelle elles ont été mises en circulation. Conformément à l'article 12 de l'Accord sur les ADPIC, elles sont protégées à compter de la fin de l'année civile de la publication autorisée. Le gouvernement norvégien pense-t-il que, du fait de cette différence, s'agissant du début de la protection, la durée de la protection d'une oeuvre au titre de la loi norvégienne pourra être plus brève que celle qui est prévue à l'article 12 de l'Accord sur les ADPIC?

#### NOUVELLE-ZELANDE

1. La Nouvelle-Zélande applique-t-elle sa législation sur le droit d'auteur aux organismes de radiodiffusion ayant leur siège sur le territoire d'une partie contractante à la Convention de Rome (1961) s'ils ne sont pas constitués en société dans une partie contractante (article 2 2) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 6 de la Convention de Rome)? Si ce n'est pas le cas, prière d'en expliquer les raisons.

2. La Nouvelle-Zélande compte-t-elle abroger l'article 76 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur (article 8 de l'Accord sur les ADPIC)?

3. La Nouvelle-Zélande accorde-t-elle une protection aux auteurs d'oeuvres cinématographiques dont les producteurs ont leur siège sur le territoire d'un pays Membre de l'OMC mais ne sont pas constitués en société dans un pays Membre de l'OMC (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 4 de la Convention de Berne)?

4. Pour ce qui est de l'utilisation (dans la mesure justifiée par le but à atteindre) des oeuvres littéraires ou artistiques à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de publications, d'émissions de radiodiffusion ou d'enregistrements sonores ou visuels, la Nouvelle-Zélande exige-t-elle que la source et le nom de l'auteur soient mentionnés (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 10 3) de la Convention de Berne)?

5. Qui, conformément à la législation néo-zélandaise sur le droit d'auteur, est réputé représenter l'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique pour ce qui est de faire valoir des droits protégés, lorsqu'il s'agit d'oeuvres anonymes ou pseudonymes et qu'il y a doute sur l'identité de l'auteur (article 9 1) de l'Accord sur les ADPIC associé à l'article 15 3) de la Convention de Berne)?

6. La Nouvelle-Zélande a-t-elle appliqué ou compte-t-elle appliquer l'article 234 o) i) et iii) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur pour ce qui est d'autoriser la location au public de programmes d'ordinateur et/ou de films (article 11 de l'Accord sur les ADPIC)?

Existe-t-il des éléments de preuve attestant qu'une réalisation largement répandue de copies compromet le droit exclusif de reproduction des auteurs de films (article 11 de l'Accord sur les ADPIC)?

7. Dans quelle mesure et à quelles fins la législation néo-zélandaise sur le droit d'auteur autorise-t-elle la présentation en public d'émissions ou de programmes distribués par câble (article 14 1) de l'Accord sur les ADPIC)?

Dans quelle mesure la législation néo-zélandaise sur le droit d'auteur limite-t-elle les droits des artistes interprètes ou exécutants en ce qui concerne les émissions incluses dans un service de programmes distribués par câble (article 14 1) de l'Accord sur les ADPIC)?

8. La Nouvelle-Zélande a-t-elle appliqué ou compte-t-elle appliquer l'article 234 o) ii) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur pour ce qui est d'autoriser la location au public d'enregistrements sonores (article 14 4) de l'Accord sur les ADPIC)?

#### REPUBLIQUE TCHEQUE

1. La République tchèque pourrait-elle préciser les dispositions de la Loi sur le droit d'auteur de nature à limiter les droits exclusifs du détenteur du droit (article 13 de l'Accord sur les ADPIC)?

2. Comment la notion d'"exploitation normale de l'oeuvre" est-elle définie dans la Loi sur le droit d'auteur ou d'autres lois connexes (article 13 de l'Accord sur les ADPIC)?

3. La République tchèque applique-t-elle depuis le 15 avril 1994 un système de rémunération équitable des détenteurs de droits pour ce qui est de la location des phonogrammes et, dans l'affirmative, compte-t-elle poursuivre cette pratique (article 14 4) de l'Accord sur les ADPIC)?